

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 10 JUIN 2015**

CH/RT

**OBJET : N° 3.2.4 – TECHNIQUE –ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
SECTEUR DE RUOMS - MISE EN PLACE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE -**

L'an deux mille quinze, le dix du mois de juin à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,

M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 3.2.4 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
SECTEUR DE RUOMS - MISE EN PLACE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE –**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

En complément de la délibération adoptée en Bureau Syndical du 4 février 2015, autorisant notamment le Président à établir et déposer en Préfecture le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et signer tous les documents afférents, il est proposé de solliciter, auprès de M. le Préfet, la Déclaration d'Utilité Publique du projet (DUP) et donc d'engager l'enquête publique correspondante et de procéder à une enquête parcellaire conjointe.

En effet, dans le cadre du projet d'extension de la capacité de la STEP de RUOMS et, par conséquent, de la réhabilitation des réseaux d'eaux usées du système d'assainissement collectif, le SEBA est amené à acquérir des terrains pour l'implantation de postes de relevage et autres ouvrages auprès de propriétaires privés de parcelles sises sur les communes de RUOMS et LABEAUME, au prix forfaitaire de 300 € pour chaque parcelle dont la superficie est inférieure à 100 m² et au prix de 3 euros le m² pour les parcelles dont la superficie est supérieure à 100 m², sous réserve de l'avis conforme de France Domaine, étant précisé que ces terrains sont situés en zone naturelle ou agricole non constructibles, ou, pour celles situées sur la commune de Labeaume, en zone inondable.

Trois de ces parcelles son propriété de la Commune de Labeaume (E196, E233 et E237). Il est proposé de les acquérir au prix de 1 € le mètre-carré.

Commune de RUOMS :

- Parcelle D1561, quartier Chamont appartenant à la SCI Janus, gérée par Mme WARIN, pour une superficie à acquérir d'environ 50 m² utiles et abords si besoin,
- Parcelle D555, quartiers Fay et Carpentier, appartenant à l'indivision AYGLON, pour une surface utile à acquérir de 50 m² et abords si besoin.

Commune de LABEAUME :

- Parcelle C851, quartier Flojas, appartenant à la SCI de Flojas, gérée par M. ISAAC-TOURRE, pour une superficie à acquérir d'environ 50 m² utiles et abords si besoin,
- Parcelle E196, quartier Les Faysses appartenant à la Commune de Labeaume, pour une superficie à acquérir d'environ 50 m² utiles et abords si besoin,
- Parcelles E233, quartier Les Faysses appartenant à la Commune de Labeaume, pour la totalité de la parcelle à acquérir soit 302 m².
- Parcelles E237, quartier Les Faysses appartenant à la Commune de Labeaume, pour la totalité de la parcelle à acquérir soit 400 m².

Concernant la parcelle D555 d'une superficie de 1098 m², quartier Fay et Carpentier sur la commune de RUOMS, appartenant à l'indivision AYGLON, la commune souhaite y aménager un espace public. Trois propositions sont à étudier alternativement :

- La Commune de Ruoms acquiert la totalité de cette parcelle et accorde au SEBA une autorisation d'occupation de son domaine public,
- Le SEBA acquiert en partie ladite parcelle, l'autre partie étant achetée par la Commune de Ruoms,
- Le SEBA achète la totalité de cette parcelle et en rétrocède une partie à la commune de Ruoms.

La phase amiable pour l'acquisition de ces parcelles est en cours. Si la majorité des propriétaires concernés a accordé les servitudes de passage pour les réseaux de collecte, il s'avère en revanche que trois propriétaires concernés par ces servitudes, sur la commune de Labeaume, ont manifesté leur opposition à ce projet et refusent de signer lesdites servitudes, malgré une proposition d'indemnisation égale pour la part fixe à 130 € à laquelle il faut ajouter un euro par mètres linéaires, sous réserve de l'avis conforme de France Domaine.

A ce titre, il est proposé de solliciter auprès de M. le Préfet la mise en place d'une Servitude d'Utilité Publique (SUP).

Eu égard à l'ensemble de ces éléments, deux possibilités s'offrent au SEBA pour le montage et le suivi du dossier de DUP.

- 1^{ère} proposition : le SEBA prend en charge la totalité de la procédure règlementaire susmentionnée (DUP-SUP et enquête parcellaire).
- 2^{ème} proposition : au regard de la complexité de cette opération, et comme cela a été fait à l'occasion de la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau, en signant un marché avec le Bureau d'Etudes Naldéo, le SEBA fait appel à ce même Bureau d'Etudes pour mettre en œuvre et suivre cette procédure, étant précisé qu'à ce titre, le Bureau Syndical doit autoriser le Président à signer ce marché complémentaire.

Le Bureau Syndical est appelé à se prononcer sur les propositions suivantes :

- se prononcer sur une des trois propositions relevant de l'acquisition de la parcelle D555 sise sur la commune de RUOMS,
- décider pour la phase amiable, de l'acquisition des terrains auprès des propriétaires désignés ci-dessus sur la base des montants susmentionnés et sous réserve de l'avis conforme de France Domaine,
- décider pour la phase amiable, du versement au profit des propriétaires concernés, d'une indemnisation pour les servitudes de passage, sur la base du montant ci-dessus indiqué et sous réserve de l'avis conforme de France Domaine,
- solliciter M. le Préfet pour déclarer l'opération susmentionnée d'Utilité Publique et ouvrir une enquête parcellaire conjointe pour les sites où la procédure amiable ne peut aboutir,
- solliciter M. le Préfet pour la mise en place d'une Servitude d'Utilité Publique pour les sites où la procédure amiable ne peut aboutir,
- autoriser le Président à déposer en Préfecture le dossier de Déclaration d'Utilité Publique,
- autoriser le Président à signer le marché complémentaire avec Naldéo dans le cas où le Bureau autorise le recours à cette entreprise,
- autoriser le Président à engager toutes démarches nécessaires à la maîtrise du foncier et à la concrétisation de cette opération,
- autoriser le Président à signer les actes correspondants.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Syndicat, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions en se gardant les trois possibilités concernant la parcelle D 555 sise quartier Fay et Carpentier sur la Commune de RUOMS en fonctions des négociations à intervenir avec la Commune.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL